



## PROJET DROITS HUMAINS 2014 - 2018

### République Dominicaine

Le projet Droits humains est un projet de plaidoyer visant à renforcer le respect des droits des populations clés, particulièrement exposées et vulnérables au VIH/sida. En renforçant les droits de ces personnes, il entend favoriser leur accès à la prévention et aux traitements du VIH/sida.

Le projet est cofinancé par AIDES, première association française de lutte contre le VIH/sida et les hépatites, et l'Agence française de développement (AFD), et mis en œuvre dans sept pays en Afrique (Tunisie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Cameroun et Tunisie) et dans les Caraïbes (Haïti et République dominicaine). Il repose sur le financement d'une ressource humaine entièrement dédiée au plaidoyer en faveur des droits des populations clés.

En République dominicaine, le projet est porté par COIN, et a permis de renforcer l'observation des droits humains des groupes vulnérables (ODHGV) par des accords de partenariats avec 33 associations à base identitaire et quatre organisations étatiques, et d'informer et sensibiliser les acteurs-rices intermédiaires clés (policiers, médias, personnels-les de justice, de santé et du champ politique).



Présentation de l'étude sur l'usage de drogues et la prévention du VIH/sida chez les populations clés

## CONTEXTUALISATION

---

### Contexte épidémiologique

L'épidémie de VIH/sida en République dominicaine est stable au sein de la population générale. Les dernières études épidémiologiques donnent une prévalence nationale de 0,8 % (ENDESA 2013).

La répartition de l'infection par le VIH/sida diffère selon l'âge, le sexe, les régions géographiques et les couches socio-économiques : les populations les plus touchées (dites clés) qui connaissent une prévalence plus forte du VIH/sida sont les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (5,2 %), les personnes trans (18 %), les travailleurs-ses du sexe (4,5 %), les migrants-es d'origine haïtienne (4,6 %) et les femmes en situation de vulnérabilité sociale (2,4 %) et les usagers-es de drogues (prévalence estimée entre 1,3 % et 7,8 % en 2008)<sup>1</sup>.

### Contexte légal

En République dominicaine, contrairement à d'autres pays des Caraïbes, il n'y a pas de loi ouvertement répressive envers ces populations (il n'y a pas de lois explicites contre le travail du sexe ou les relations homosexuelles). Une exception est la loi 50-88 sur les drogues qui criminalise toute consommation et possession de stupéfiants.

En outre, malgré l'absence de lois répressives, le Code pénal contient de nombreuses références à la morale et aux bonnes mœurs qui sont souvent utilisées pour justifier la violation des droits des personnes LGBTI et des TS. Ce contexte entraîne un niveau élevé de discrimination et de stigmatisation envers les populations clés, ce qui entrave leur accès aux services de santé et rend difficile le fait de terminer leurs études ou de se réunir dans les espaces publics. Le nombre d'arrestations arbitraires est élevé, comme les abus policiers, en particulier contre la communauté trans. Les jeunes des quartiers pauvres sont souvent accusés-es à tort d'être des consommateurs-rices de drogues, sur la base de détention de substances prohibées que la police a elle-même placées dans leurs poches.

## PRÉSENTATION DE COIN

---

Le Centro de Orientación e Investigación Integral (COIN) créé au tout début de l'épidémie de VIH/sida, travaille depuis plus de 29 ans en République dominicaine en concentrant ses efforts sur la mise en œuvre des programmes d'éducation, de prévention, de soins de santé et de lutte contre la discrimination sociale à laquelle sont soumis les groupes marginalisés au sein de la société.

COIN s'est donné pour mission d'aider à améliorer la qualité de vie de ces groupes, en donnant la priorité aux travailleurs-ses du sexe et leurs clients, aux femmes migrantes, aux GTH (gay, trans, hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes) et aux usagers-es de drogues par le biais d'offre de services : éducation, information, communication, prise en charge globale et développement social.

<sup>1</sup> Chiffres du CONAVIHSIDA (Consejo Nacional para el VIH y sida)

## PLAIDOYER POUR UN CHANGEMENT DES REPRÉSENTATIONS

### Changer les représentations pour améliorer l'accès à la santé

Travailler avec les acteurs-rices qui ont un poids important dans la société (policiers, médias, personnels-les de justice, de santé et du champ politique) est une occasion de sensibiliser et d'améliorer la compréhension du VIH/sida en tant que sujet de santé publique global et de renforcer le respect des droits humains des groupes les plus vulnérables. Cette sensibilisation permet de changer les représentations et d'améliorer l'accès de ces populations clés aux services de santé et aux services juridiques.

### Collaboration avec les médias

Dans le cadre du projet, COIN, à travers l'observatoire, a ainsi réalisé un atelier avec 11 journalistes pour les sensibiliser sur le lien entre violations des droits des populations clés et vulnérabilité au VIH/sida. L'objectif était de leur faire comprendre l'importance d'adopter un langage non stigmatisant. Cet atelier, réalisé par un journaliste connu déjà sensibilisé sur ces enjeux, Rafael Sosa, reposait donc sur une sensibilisation par un pair, plus efficace. L'atelier a favorisé la création d'un réseau de journalistes plus enclins à reprendre les notes de presse de l'association et à répondre aux invitations à des conférences de presse par exemple.

Par ailleurs, pour faire face aux violations des droits des UD qui sont fréquentes en République dominicaine, COIN a recueilli des témoignages sur les mauvaises pratiques des policiers de la DICAN<sup>2</sup> et DNCD<sup>3</sup> au cours de deux focus groupes en mai 2017. Ces violations ont par la suite été dénoncées via un communiqué de presse et une conférence de presse, qui ont suscité beaucoup d'articles et d'indignation. Sous pression, les directions des DICAN et DNCD ont dû accepter de rencontrer COIN pour discuter des droits des populations clés et

de participer à des formations à ce sujet, ce qu'ils avaient toujours refusé. Cette collaboration avec les médias ouvre des perspectives et des opportunités inédites pour les années à venir.

### Collaboration avec les personnes du parcours de soin

COIN a développé une stratégie qualitative de formation des professionnels-les de santé dans le cadre d'une stratégie plus globale de suivi et d'opérationnalisation du rapport discrimination et stigmatisation du CONAVIHSIDA paru en février 2017. La formation du personnel soignant en particulier des SAI (service d'attention intégrale) figure parmi les recommandations pour l'amélioration de l'accès à la santé et aux droits des populations clés.

Dans un premier temps, COIN a organisé une réunion de travail avec les représentants-es communautaires : 22 représentants-es des différents groupes de population (HSH, TS, personnes vivant avec les VIH, UD, trans) ont été invités-es à partager leurs attentes vis-à-vis de ces formations de soignants-es et à élaborer un code de conduite que devaient respecter ces derniers. En parallèle, une mission de diagnostic au sein du centre de soins a permis de créer une formation adaptée aux besoins et difficultés identifiés. Enfin, une séance de formation auprès de 22 personnels de soin a permis de finaliser l'élaboration collective d'un code de conduite sur la base du document élaboré par des représentants-es des associations communautaires. Un des critères de réussite de la formation est bien la validation par les soignants-es des quatre principaux axes du code de conduite identifiés par les communautaires. En 2018, un atelier de suivi sera organisé afin d'évaluer l'impact de la formation.

## LES USAGERS-ÈS DE DROGUES : UNE POPULATION STIGMATISÉE ET TRÈS EXPOSÉE AU RISQUE D'INFECTION AU VIH/SIDA

En 2008, la prévalence du VIH/sida dans la population UD était estimée à 8 % (5,1 % - 13,7 %), puis à 4,8 % à Saint-Domingue lors d'une seconde enquête menée en 2012. Cependant cette population n'est pas prise en compte dans les politiques

publiques de lutte contre le VIH/sida ni, par exemple, par l'étude sur la discrimination et la stigmatisation conduite par le CONAVIHSIDA en 2017 au motif qu'il était difficile de collecter des données au sein de ces populations.

2 Dirección Central Antinarcóticos (DICAN)

3 Dirección Nacional de Control de Drogas (DNCD)



## L'ÉTUDE SUR L'USAGE DE DROGUES ET LA PRÉVENTION DU VIH/SIDA CHEZ LES POPULATIONS CLÉS DE COIN

Pour pallier l'absence de données, COIN a réalisé une étude sur l'utilisation des drogues et la prévention du VIH/sida chez les personnes usagères de drogues. Cette étude a documenté la réalité des personnes qui utilisent des drogues en République dominicaine, afin de démontrer la nécessité de spécifier des actions qui visent ce groupe de population.

Les usagers-es de drogues en République dominicaine sont parmi les populations qui souffrent le plus de violations de leurs droits humains. L'étude révèle que 84 % des UD/UDI<sup>4</sup> ont subi une violation de leurs droits fondamentaux par des policiers, 51 % disent ne pas connaître la loi 50-88 (sur les drogues) et 25 % n'ont pas de pièces d'identité, ce qui révèle que les UD sont limités-es dans leur capacité à faire

valoir leurs droits et ne peuvent se protéger ou dénoncer les abus lorsqu'ils en sont victimes.

Concernant la prévention du VIH, 75 % affirment ne pas utiliser de préservatif lors de relations sexuelles, ce qui les rend plus susceptibles de contracter une infection sexuellement transmissible, le VIH/sida ou une hépatite.

Cette étude a fourni des informations pertinentes sur l'accès aux services de santé des UD/UDI, la discrimination dont ils-elles sont victimes, et les pratiques sexuelles à risque, dans l'objectif de susciter la révision des politiques publiques en prenant en compte les UD/UDI dans les actions de lutte contre le VIH/sida.

## RÉDUCTION DES RISQUES LIÉS AUX USAGES DE DROGUES

Afin de réduire les risques de contamination au VIH/sida et à l'hépatite C au sein des UD, COIN a lancé un programme d'échange de seringues. De juin 2017 à février 2018, 42 UD/UDI (15 femmes et 27 hommes) ont reçu près de 2 160 kits de réduction des risques. Certains ont pu être référés-es à la clinique de COIN ou aux centres de santé publique pour y être suivis-es.

Par ailleurs, plusieurs rencontres et groupes de discussions de sensibilisation et de formation ont été réalisés sur l'usage de drogues et les risques d'infection aux IST et au VIH/sida.



Centro de Orientación e Investigación Integral COIN C/ Anibal de Espinosa #352, Villas Agrícolas, République dominicaine  
<http://coin.org.do>  
[centrodeorientacionintegral@gmail.com](mailto:centrodeorientacionintegral@gmail.com)  
Tél./Fax : +1 (809)-681-1515  
+1 (809)-241-1978  
FB : Centro Orientacion InvestigacionIntegral  
TW : @coin\_rd

## PERSPECTIVES

Pour l'avenir, COIN continuera à inclure les personnes qui consomment des drogues dans la définition et le portage de son plaidoyer. L'association espère par ailleurs étendre le programme de réduction des risques, qu'elle souhaite enrichir de nouvelles composantes afin de toucher un public plus large.

Une mobilisation a été initiée au niveau national pour défendre les droits des populations clés, dans lequel des militants-es

de toutes les populations se sont unis-es pour lutter contre les problèmes qui les affectent de manière commune, tels que le manque d'accès à la justice et la discrimination à tous les niveaux (éducation, travail, etc.). COIN continuera à soutenir les actions proposées par ce mouvement.

<sup>4</sup> Usager-e de drogues par voie intraveineuse